



Assemblée générale

Distr. générale
4 décembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session
Point 162 de l'ordre du jour
Financement de la Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Exécution du budget de la Mission des Nations Unies **pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental** **pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012**

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Exécution du mandat	4
A. Considérations générales	4
B. Utilisation des crédits	5
C. Activités d'appui de la Mission	7
D. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées	7
E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	7
III. Exécution du budget	25
A. Ressources financières	25
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	26
C. Évolution des dépenses mensuelles	27
D. Autres recettes et ajustements	27
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	28
F. Contributions non budgétisées	28
IV. Analyse des écarts	29
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	32



Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 et l'objectif de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (composante civile, composante militaire et composante appui).

Pendant l'exercice considéré, la Mission a continué de s'employer à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées, notamment à surveiller les activités des parties afin de veiller au respect de l'accord de cessez-le-feu et à faciliter les progrès en vue d'un règlement politique concernant le statut du Sahara occidental. Elle a appuyé les mesures de confiance mises en place par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial et mené, en coopération avec les partenaires d'exécution, des activités de détection des mines et de déminage.

Au cours de l'exercice considéré, la MINURSO a engagé des dépenses d'un montant de 60,0 millions de dollars, ce qui représente un taux brut d'exécution du budget de 97,6 % (contre des dépenses d'un montant de 57,1 millions de dollars et un taux d'exécution de 100 % pour l'exercice 2010/11).

Les dépenses engagées au titre du personnel civil ont été supérieures de 2,0 millions de dollars au crédit ouvert, mais ce dépassement a été plus que compensé par un solde inutilisé de 3,5 millions de dollars à la rubrique Dépenses opérationnelles.

Le dépassement de crédits à la rubrique Personnel civil est essentiellement imputable à des dépenses supérieures aux prévisions au titre du personnel recruté sur le plan international (1,2 million de dollars), l'harmonisation des conditions d'emploi et le classement de la MINURSO parmi les lieux d'affectation famille autorisée à compter de juillet 2011 ayant entraîné des dépenses communes de personnel plus élevées que prévu. Le dépassement de crédits au titre du personnel recruté sur le plan national (0,8 million de dollars) s'explique principalement par l'augmentation des traitements et le fait que les postes ont fait l'objet d'un reclassement.

Les dépenses opérationnelles ont été inférieures aux prévisions aux rubriques Transports aériens (2,4 millions de dollars) et Transports terrestres (2,3 millions de dollars), principalement en raison du rapatriement d'un hélicoptère en mai 2011, de l'annulation de l'achat de 27 véhicules légers en vue de respecter les coefficients standard, et de l'annulation de l'achat de 7 véhicules lourds, lesquels ont été reçus de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad. Cette sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par des dépenses supérieures aux prévisions au titre des communications, du fret et du renforcement de la sécurité.

L'augmentation de 2,9 millions de dollars des dépenses par rapport à l'exercice précédent est principalement imputable à la hausse des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international.

Les taux d'occupation des postes sont demeurés relativement stables par rapport à l'exercice précédent.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	6 667,1	6 703,1	(36,0)	(0,5)
Personnel civil	22 559,0	24 552,8	(1 993,8)	(8,8)
Dépenses opérationnelles	32 223,3	28 743,6	3 479,7	10,8
Montant brut	61 449,4	59 999,5	1 449,9	2,4
Recettes provenant des contributions du personnel	2 761,3	2 594,2	167,1	6,1
Montant net	58 688,1	57 405,3	1 282,8	2,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	1 769,9	2 071,7	(301,8)	(17,1)
Total	63 219,3	62 071,2	1 148,1	1,8

Ressources humaines : exécution du budget

Catégorie	Effectif approuvé ^a	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	203	200	1,5
Contingents	27	27	—
Police des Nations Unies	6	5	16,7
Unités de police constituées	—	—	—
Personnel recruté sur le plan international	102	99	2,9
Personnel recruté sur le plan national	170	162	4,7
Volontaires des Nations Unies	20	18	10,0
Emplois de temporaire ^c			
Personnel recruté sur le plan international	—	—	—
Personnel recruté sur le plan national	2	2	—
Personnel fourni par des gouvernements	10	4	60,0

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (exercice 2011/12), présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 4 février 2011 (A/65/720), s'élevait à un montant brut de 61 429 700 dollars (montant net : 58 668 400 dollars), à l'exclusion des contributions volontaires en nature budgétisées, évaluées à 1 769 900 dollars. Il couvrait le déploiement de 203 observateurs militaires, 27 membres des contingents, 6 membres de la Police des Nations Unies, 102 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 172 fonctionnaires recrutés sur le plan national dont 2 temporaires (agents des services généraux), 20 Volontaires des Nations Unies et 10 agents fournis par des gouvernements.

2. Dans son rapport du 18 mars 2011, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 61 429 700 dollars pour financer les activités de la Mission pendant l'exercice 2011/12 (A/65/743/Add.5, par. 35).

3. Dans sa résolution 65/304, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 61 449 400 dollars (montant net : 58 688 100 dollars) pour financer le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice 2011/12. La totalité de cette somme a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINURSO dans sa résolution 690 (1991) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat de la Mission pour l'exercice considéré dans ses résolutions 1979 (2011) et 2044 (2012).

5. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (composante civile organique, composante militaire et composante appui).

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2011/12, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. Pendant l'exercice considéré, la Mission a continué de s'employer à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées, notamment à surveiller les activités des parties afin de veiller au respect de l'accord de cessez-le-feu et à faciliter les progrès en vue d'un règlement politique concernant le statut du Sahara occidental. Pour assurer la surveillance du cessez-le-feu et des activités connexes de stabilisation, elle a veillé à la bonne coordination, dans la zone de la Mission, de l'action de ses différentes composantes, des organismes des Nations Unies concernés et des autres parties prenantes. Elle a également appuyé les efforts de médiation de l'Envoyé personnel du Secrétaire général en s'employant, en collaboration avec les parties au conflit et les autres parties prenantes concernées, à créer des conditions politiques propres à faciliter le processus de négociation en cours.

9. La Mission a continué d'appuyer l'Envoyé personnel du Secrétaire général dans l'exécution de ses fonctions, notamment en l'aidant à organiser des rencontres avec les parties et en lui fournissant des analyses et des avis politiques. Elle a également suivi l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité et communiqué l'information correspondante, établi des rapports analytiques et thématiques et tenu des réunions et des séances d'information avec l'Union africaine, les délégations d'États Membres en visite et des représentants d'organisations gouvernementales étrangères et des médias.

10. Elle a continué de faire avancer le règlement des problèmes humanitaires, en particulier ceux qui concernent les réfugiés. Au cours de l'exercice considéré, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont organisé, dans le cadre des mesures de confiance, 31 visites familiales, pour lesquelles la Mission a assuré un appui logistique moyennant remboursement et fourni des escortes de la Police des Nations Unies.

11. Pendant l'exercice considéré, la Mission a beaucoup avancé dans le domaine de la détection des mines et du déminage. Elle a, par l'intermédiaire du Centre de coordination de la lutte antimines, suivi les progrès de chacune des parties dans la destruction des mines et relevé le nombre de mines qui avaient été recueillies et détruites. La Mission a déminé une surface de 3,5 millions de mètres carrés à l'est du mur de sable et effectué 15 visites d'assurance qualité afin de s'assurer de la conformité du travail des équipes de déminage aux normes de sûreté internationales. Elle a détruit 922 mines terrestres, bombes à sous-munitions et engins non explosés et déminé une surface plus importante que prévu, grâce à l'application de nouvelles technologies de déminage qui ont permis d'améliorer la productivité grâce à un meilleur rapport coût-efficacité (appareil de déminage mécanique et techniques de dépollution des champs de bataille adaptées aux conditions sur le terrain, notamment). Au cours de l'exercice considéré, les mines terrestres et les restes explosifs de guerre n'ont fait aucun mort ni aucun blessé à l'est du mur de sable. La Mission ne dispose pas de renseignements sur l'ampleur des zones comportant des mines et des restes explosifs de guerre à l'ouest du mur de sable, où le travail de déminage était effectué exclusivement par l'Armée royale marocaine.

12. La Mission a informé une fois par mois les parties des cas de violation de l'accord de cessez-le-feu et tenu des réunions de suivi pour débattre du problème. La composante militaire, présente dans neuf bases d'opérations de la zone de la Mission et dans les bureaux de liaison de Tindouf et Dakhla, a réalisé 36 223

patrouilles terrestres et 541 patrouilles hélicoptères pour observer les parties au conflit. Pendant l'exercice considéré, aucune violation grave des accords militaires n'a été enregistrée.

13. En ce qui concerne les opérations aériennes, la Mission a déployé trois avions et deux hélicoptères. Les aéronefs ont servi, outre aux patrouilles aériennes, au transport de marchandises et de passagers et aux évacuations de blessés et de malades.

14. Pendant l'exercice considéré, la Mission a fait face à une dégradation des conditions de sécurité, tout particulièrement après l'enlèvement de trois membres d'organisations non gouvernementales étrangères à Tindouf, en octobre 2011.

15. Le montant total brut des dépenses afférentes au fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2011/12 s'est élevé à 59 999 500 dollars (montant net : 57 405 300 dollars), alors que le montant total brut des crédits ouverts pour cet exercice par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/304 au titre du fonctionnement de la Mission s'élevait à 61 449 400 dollars (montant net : 58 688 100 dollars). La Mission a atteint un taux d'exécution total de 97,60 % en termes d'utilisation des ressources (montant brut), hors contributions volontaires en nature budgétisées.

16. Les importants écarts enregistrés pendant l'exercice considéré entre les dépenses engagées par la Mission et celles inscrites au budget sont dus à un certain nombre de facteurs. La Mission a enregistré des dépenses supérieures aux prévisions au titre du personnel civil, mais des dépenses opérationnelles moins élevées que prévu. Le dépassement de crédits au titre du personnel recruté sur le plan international s'explique par l'harmonisation des conditions d'emploi prescrite par la résolution 65/248 de l'Assemblée générale et le classement de la MINURSO parmi les lieux d'affectation famille autorisée à compter de juillet 2011, qui ont entraîné des dépenses communes de personnel plus élevées que prévu. Le dépassement de crédits au titre du personnel recruté sur le plan national est essentiellement imputable à l'augmentation des traitements entrée en vigueur en mai 2011 et au reclassement non prévu de postes.

17. Le dépassement de crédits au titre des fournitures pour la défense des périmètres s'explique par la nécessité de renforcer la sécurité dans les bases d'opérations situées à l'est du mur de sable en raison de la dégradation des conditions de sécurité, l'exécution d'autres projets à l'est du mur de sable ayant été suspendue. Le dépassement au titre des fournitures, services et matériel divers est essentiellement imputable au coût du transfert du matériel et des véhicules hérités de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT). L'amélioration des services de téléphonie et de transmission de données dans les bases d'opérations a entraîné des dépenses supérieures aux prévisions au titre des communications.

18. Les dépenses ont été inférieures aux prévisions aux rubriques Transports aériens et Transports terrestres, la Mission ayant procédé au rapatriement d'un hélicoptère en mai 2011, annulé l'achat de 27 véhicules légers pour commencer à réduire la taille de son parc de véhicules, et annulé l'achat de 7 véhicules lourds, ayant reçu ces derniers de la MINURCAT. L'analyse des écarts figure au chapitre IV du présent rapport.

C. Activités d'appui de la Mission

19. Pendant l'exercice considéré, la Mission a achevé l'aménagement d'un atelier de réparation de véhicules et de matériel lourds, et renforcé la sécurité dans ses bases d'opérations situées à l'est du mur de sable après l'enlèvement de membres d'organisations non gouvernementales en octobre 2011. Les problèmes de sécurité ont conduit la Mission à s'attacher en priorité à renforcer la sécurité à l'est du mur de sable et à différer l'exécution d'autres projets. Deux projets à effet rapide consistant à creuser des puits à l'est du mur de sable ont été lancés. Afin de réduire l'utilisation de groupes électrogènes, la Mission a signé, en juin 2012, un contrat pour le raccordement de son siège au réseau électrique national, et la mise en œuvre du projet a débuté en août 2012. Elle a également amélioré ses capacités informatiques et la vitesse de transmission de la voix et des données, en remplaçant les routeurs de services de toutes ses bases d'opérations et du bureau de liaison de Tindouf.

D. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées

20. La Mission a continué de coopérer avec les représentants de l'Union africaine et de leur apporter un soutien logistique. Elle a continué d'appuyer les activités humanitaires du HCR, en particulier le programme de mesures de confiance, en apportant un soutien logistique et offrant les services de policiers des Nations Unies. Elle a également tenu des réunions d'information sur la mission d'évaluation conjointe du HCR et du PAM, laquelle consistait à évaluer la situation régnant dans les camps dans les domaines de la santé, de la nutrition, de la mortalité et du logement, et sur le règlement des problèmes humanitaires, à l'intention de représentants du HCR, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), du PAM, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de la Direction générale Aide humanitaire et protection civile (ECHO) et de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : composante civile organique

21. Pendant l'exercice considéré, la composante civile organique a contribué à l'exécution du mandat de la Mission : a) en rendant compte de l'évolution de la situation politique et apportant un appui au processus de négociation politique et aux parties concernées en diffusant les messages et les déclarations des parties; b) en rendant compte des activités de surveillance du cessez-le-feu; et c) en procédant aux interventions nécessaires pour appuyer le programme de mesures de confiance. La composante civile organique a continué d'harmoniser la communication de l'information et a produit des rapports analytiques et thématiques sur les principaux faits nouveaux intéressant son mandat, la situation politique et les conditions de sécurité régionales et le programme de mesures de confiance. Malgré des difficultés telles que l'insécurité accrue régnant à Tindouf après l'enlèvement de trois travailleurs humanitaires en octobre 2011 et le fait que le Gouvernement

marocain ait retiré sa confiance à l'Envoyé personnel du Secrétaire général en 2012, la MINURSO a continué de s'acquitter efficacement de ses fonctions d'information et d'appui.

Réalisation escomptée 1.1 : Progrès vers un règlement politique du statut définitif du Sahara occidental

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Instauration d'un dialogue entre les parties au conflit par des rencontres directes et des échanges de communications écrites (2009/10 : 2; 2010/11 : 5; 2011/12 : 2)

Suivi et compte rendu de deux séries de négociations informelles tenues à New York du 19 au 21 juillet 2011 et du 11 au 13 mars 2012

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Un rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité	Oui	Un rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité a été publié.
Séances d'information hebdomadaires organisées à l'intention du groupe restreint, réunions mensuelles avec l'Équipe de coordination du dispositif de sécurité et réunions trimestrielles organisées avec le Groupe des amis pour discuter de la situation sur le terrain et faire le point périodiquement sur l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans la région	48	Séances d'information informelles ont été organisées à l'intention du groupe restreint.
	12	Réunions mensuelles de l'Équipe de coordination du dispositif de sécurité ont été organisées.
	4	Réunions trimestrielles ont été organisées avec le Groupe des amis.
Analyses et avis politiques destinés à l'Envoyé personnel du Secrétaire général, et appui logistique à lui fournir lors de ses visites dans la région	Oui	360 rapports quotidiens et 48 rapports hebdomadaires ont été publiés. L'Envoyé personnel du Secrétaire général ne s'est pas rendu dans la région pendant l'exercice considéré.
Réunions hebdomadaires avec l'Union africaine et exposés sur la situation politique dans la région	52	Réunions officielles et informelles ont été organisées.
Exposés politiques, visites sur le terrain et accompagnement de délégations d'États Membres et de représentants d'organisations internationales et gouvernementales et des médias en visite, selon que de besoin	19	Exposés ont été faits aux délégations d'États Membres en visite et aux représentants d'organisations internationales et gouvernementales et des médias. Ces exposés portaient sur : a) le mandat de la MINURSO; b) le processus de négociation; c) la surveillance du cessez-le-feu; et d) le programme de mesures de confiance et son processus de mise en œuvre.
320 revues de la presse locale et internationale en 4 langues sur les questions régionales et internationales liées au Sahara occidental, destinées aux organismes des Nations Unies et aux États Membres	332	Revue quotidienne et hebdomadaire ont été publiées pendant l'exercice considéré.

Réalisation escomptée 1.2 : Progrès vers le règlement des problèmes humanitaires, en particulier ceux qui concernent les réfugiés

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

1.2.1 Augmentation du nombre de visites de familles de réfugiés (2009/10 : 26; 2010/11 : 21; 2011/12 : 48)

31 visites de familles de réfugiés (aller-retour) ont été effectuées.

Le nombre de visites inférieur aux prévisions s'explique essentiellement par l'utilisation, depuis avril 2012, d'un avion du HCR de plus grande capacité (150 sièges au lieu de 40), ce qui a permis d'accueillir un plus grand nombre de passagers par vol, ainsi que par l'interruption des opérations entre octobre et novembre 2011, à la suite de l'enlèvement de membres d'organisations non gouvernementales étrangère à Tindouf.

Le nombre total de bénéficiaires a néanmoins été conforme aux prévisions.

*Produits prévus**Produit(s)**exécuté(s) :**oui/non**ou nombre**Observations*

Un exposé politique à l'occasion de réunions de donateurs organisées par le HCR et le PAM

Non La mission des donateurs a été retardée.

Participation à une mission conjointe organisée par le HCR et le PAM pour évaluer la situation sanitaire et nutritionnelle, les taux de mortalité et les conditions de vie des réfugiés dans les camps. Les résultats, comparés avec ceux de la précédente évaluation, servent de base au plan d'action du HCR et du PAM. Le Chef de la MINURSO présente le mandat et les activités de la Mission à l'équipe chargée de l'évaluation. Le HCR et le PAM communiquent les résultats de leur étude à la MINURSO pour assurer l'approvisionnement en nourriture, eau et autres ressources nécessaires en matière de soutien logistique.

Oui Le HCR et le PAM ont réalisé l'évaluation et la MINURSO a communiqué des informations aux participants.

Organisation de réunions d'information informelles 2 fois par mois avec des organismes et programmes des Nations Unies (HCR, OMS, PAM et UNICEF) et d'autres organisations internationales représentées dans la région (CICR, ECHO et Organisation internationale pour les migrations) sur le règlement des problèmes humanitaires, notamment l'aide aux réfugiés et les migrations illégales à travers le Sahara occidental

18 Réunions d'information informelles ont été organisées à l'intention du HCR, de l'OMS, du PAM, de l'UNICEF, du CICR, d'ECHO et de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement.

Le nombre de réunions inférieur aux prévisions s'explique par la fermeture du bureau de l'OMS à Tindouf.

Réunions hebdomadaires avec le HCR et exposés sur la mise en œuvre du programme de mesures de confiance	30 Réunions officielles ont été organisées. Ces réunions officielles ont ensuite été remplacées par des réunions informelles quotidiennes en raison du resserrement des liens de collaboration.
Poursuite des mesures de confiance entre les parties : escorte composée de 6 membres de la Police des Nations Unies à l'occasion de 36 échanges de visites familiales	31 Visites de familles de réfugiés ont été effectuées sous la garde d'une escorte composée en moyenne de 5 membres de la Police des Nations Unies.

Réalisation escomptée 1.3 : Réduction du danger résultant de la présence de mines et de restes explosifs de guerre de part et d'autre du mur de sable

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
1.3.1 Baisse du nombre de morts ou de blessés victimes de mines ou de restes explosifs de guerre (2009/10 : 17; 2010/11 : 17; 2011/12 : 10)	Objectif atteint Aucun accident n'est survenu.
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>
750 000 m ² de champs de mines immergées ou de zones réputées dangereuses déminés et répertoriés dans le Système de gestion de l'information pour la lutte antimines	Oui 3,5 millions de m ² de terrain ont été déminés. La superficie de terrain déminé plus importante que prévu s'explique par le fait qu'en 2011 et 2012, le centre de coordination de la lutte antimines, partenaire d'exécution, Action on Armed Violence et Mechem ont mené non seulement des activités de déminage, mais aussi de dépollution de zone. Ces deux techniques ont permis d'augmenter considérablement la productivité, ce qui explique le chiffre plus élevé que prévu.
10 visites d'assurance qualité effectuées sur les sites de déminage	15 Visites d'assurance qualité ont été effectuées au cours de l'exercice considéré.
90 séances de sensibilisation au danger des mines organisées à l'intention de 20 000 Sahraouis de l'est du mur de sable et 10 000 brochures distribuées dans les camps de réfugiés sahraouis de Tindouf	Non Le partenaire d'exécution engagé pour distribuer les brochures pédagogiques et dispenser les séances de sensibilisation au danger des mines n'a pas réalisé les objectifs prévus en raison de difficultés rencontrées pour obtenir des visas.
15 séances de sensibilisation au danger des mines organisées à l'intention de la population nomade vulnérable de l'ouest du mur de sable	Non Le partenaire d'exécution engagé pour distribuer les brochures pédagogiques et dispenser les séances de sensibilisation au danger des mines n'a pas réalisé les objectifs prévus en raison de difficultés rencontrées pour obtenir des visas.

Mise à jour du Système de gestion de l'information pour la lutte antimines en sorte que 100 % des informations sur la pollution par les mines et les restes explosifs de guerre et sur les victimes des mines soient exactes et permettent d'analyser les risques en vue de la planification des opérations et de la définition des priorités	Oui	100 % de tous les dangers connus ont été répertoriés dans la base de données du Système de gestion de l'information pour la lutte antimines.
Enquêtes menées sur tous les accidents causés par l'explosion de mines afin d'assurer la qualité et l'intégrité des données sur les victimes	Non	Aucun accident n'est survenu.
Organisation de constats généraux préalables dans 15 zones prioritaires dans lesquelles aucune opération de levé, de marquage ou de déminage n'a encore été effectuée.	Oui	15 constats généraux préalables ont été effectués.
Équipe d'intervention d'urgence prête à intervenir à tout moment en cas d'explosion de mine ou de reste explosif de guerre à l'est du mur de sable	Oui	L'équipe d'intervention d'urgence était prête à intervenir à tout moment.
Destruction de la totalité des mines et des restes explosifs de guerre découverts au cours des opérations de déminage	Oui	100 % des mines et des restes explosifs de guerre découverts au cours des opérations de déminage ont été détruits.

Composante 2 : composante militaire

22. Comme il est indiqué dans les tableaux qui suivent, la composante militaire de la Mission a continué de surveiller le respect par les parties de l'accord de cessez-le-feu et de fournir un appui à la composante civile en réduisant les risques inhérents à la présence de mines et de munitions non explosées à l'est du mur de sable. Pendant l'exercice considéré, la priorité a été donnée à l'inspection des postes de commandement et des unités des forces armées, aux patrouilles de surveillance du respect de l'accord de cessez-le-feu, au suivi des opérations de déminage et de destruction de munitions non explosées entreprises par les deux parties et au marquage des zones dangereuses découvertes au cours de patrouilles régulières.

Réalisation escomptée 2.1 : Respect des accords de cessez-le-feu par les parties

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
2.1.1 Absence de violations graves du cessez-le-feu et des accords militaires connexes (2009/10 : 0; 2010/11 : 0; 2011/12 : 0)	Objectif atteint. Il n'y a eu aucune violation grave du cessez-le-feu et des accords militaires connexes, notamment aucune offensive dans la bande tampon et aucun échange de tirs entre les parties.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions de liaison mensuelles avec des commandants locaux et des militaires de haut rang des deux parties	37	Réunions ont été organisées par le Commandant de la Force au cours de l'exercice considéré.
35 040 jours/homme de patrouille d'observation mobile, de jour et de nuit (4 observateurs militaires des Nations Unies x 24 patrouilles x 365 jours)	36 223	<p>Jours/homme de patrouille terrestre d'observation mobile (4 observateurs militaires des Nations Unies x 24,81 patrouilles x 365 jours)</p> <p>Les patrouilles terrestres des observateurs militaires des Nations Unies ont été effectuées dans 14 419 unités des deux parties.</p> <p>Le nombre plus élevé que prévu de jours/hommes de patrouille terrestre mobile s'explique par le nombre inférieur aux prévisions d'hélicoptères disponibles pour les patrouilles aériennes.</p>
624 journées de visite d'observateurs militaires des Nations Unies dans les unités et les postes de commandement des forces armées des deux parties (4 observateurs militaires des Nations Unies x 3 visites x 52 semaines)	800	<p>Visites ont été effectuées par des observateurs militaires dans les unités et les postes de commandement des forces armées des deux parties, comme indiqué ci-après :</p> <p>Bureau de liaison de Dakhla (4 observateurs militaires x 179 visites)</p> <p>Bureau de liaison de Tindouf (2 observateurs militaires x 42 visites)</p> <p>Le nombre de visites supérieur aux prévisions s'explique par la nécessité d'examiner des problèmes de sécurité.</p>
1 440 heures de patrouille aérienne effectuées à partir de 9 bases d'opérations pour l'inspection de 11 293 membres des contingents des deux parties (40 heures de patrouille x 3 hélicoptères x 12 mois)	1 021	<p>Heures de patrouille aérienne</p> <p>Les observateurs militaires des Nations Unies ont effectué, à partir de 9 bases d'opérations, 541 vols en hélicoptère pour inspecter 1 054 membres des contingents dans les postes de commandement et 7 127 dans les unités subordonnées des deux parties.</p> <p>Le nombre de patrouilles aériennes inférieur aux prévisions s'explique par la réduction du nombre d'hélicoptères de 3 à 2 en mai 2011, des conditions météorologiques défavorables, une visibilité insuffisante et des températures élevées qui n'ont pas permis aux hélicoptères de voler.</p>

Enquêtes sur les allégations de violations de l'accord de cessez-le-feu par les parties, si nécessaire

57 Toutes les allégations reçues et toutes les violations observées ont fait l'objet d'une enquête, dont les résultats ont été communiqués au Siège de l'ONU et aux parties

Composante 3 : composante appui

23. Comme il est indiqué en détail dans les tableaux qui suivent, la composante appui de la Mission a continué de fournir, pendant l'exercice considéré, un soutien logistique, un appui administratif et des services de sécurité efficaces et rentables à un effectif moyen de 200 observateurs militaires, 27 membres des contingents, 5 membres de la Police des Nations Unies, 99 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 164 fonctionnaires recrutés sur le plan national [dont 2 temporaires (agents des services généraux)], 18 Volontaires des Nations Unies et 4 agents fournis par des gouvernements. La Mission a garanti la sécurité et la sûreté de l'ensemble du personnel, veillé au respect des politiques de l'ONU en matière de déontologie et de discipline, et dispensé des services médicaux de niveau I et des séances de sensibilisation au VIH à l'ensemble de son personnel. En outre, elle a entretenu les installations existantes, fourni des services dans les domaines des communications, de l'informatique et des transports terrestres, réalisé des opérations d'approvisionnement et amélioré les normes de sécurité dans ses différentes bases d'opérations. La composante appui de la Mission a contribué à divers produits, notamment à l'amélioration des services, et réalisé des gains d'efficacité par les mesures suivantes : a) rapatriement d'un hélicoptère Mi-8 de la flotte aérienne en mai 2011, b) échange d'un avion de transport de fret AN-26 contre un autre AN-26 capable de transporter à la fois des passagers et du fret et d'exécuter des vols directs au sein de la zone de la mission, c) utilisation de lampes solaires dans les parcs de stockage du carburant, et d) installation de caméras IP reposant sur l'infrastructure informatique existante, pour des raisons de sécurité.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de la rentabilité de l'appui logistique et administratif et du soutien en matière de sécurité fournis à la Mission

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
3.1.1 Réduction de 40 % de la durée du trajet entre Laayoune et Awsard par la réouverture de la piste d'atterrissage aux avions (2009/10 : 2,5 heures; 2010/11 : 2,5 heures; 2011/12 : 1,5 heure)	Objectif atteint Depuis la réouverture de la piste d'Awsard aux avions en juin 2011, la durée du trajet entre Laayoune et Awsard a diminué de 40 % (1 heure).
3.1.2 Amélioration de la conformité à la politique de protection de l'environnement du Département des opérations de maintien de la paix par la réduction de 16 % de l'utilisation (en heures) des groupes électrogènes (2009/10 : 16 %; 2010/11 : 15 %; 2011/12 : 16 %)	Le contrat passé avec la compagnie marocaine d'électricité, l'Office national d'électricité, pour raccorder un transformateur de 400 kVA de la MINURSO, a été signé le 4 juin 2012.
3.1.3 Réduction du nombre d'accidents de la route graves (2009/10 : 1,4 % du parc automobile total; 2010/11 : 1,0 %; 2011/12 : 0,7 %)	5 accidents graves ont eu lieu au cours de l'exercice considéré, ce qui représente 1,8 % du parc automobile total.

3.1.4 Augmentation du nombre de sites de la Mission où la surveillance des installations et des entrées principales est assurée 24 heures sur 24 dans le cadre d'un programme de sécurité renforcée visant à améliorer le respect des normes minimales de sécurité opérationnelle (2009/10 : 1 %; 2010/11 : 100 %; 2011/12 : 70 %)

100 % des sites ont bénéficié d'une surveillance permanente.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des services		
Amélioration des services de transport aérien par l'utilisation d'une liaison directe pour relier le quartier général de la Mission, à Laayoune, à la base d'opérations d'Awsard	Oui	Depuis la réouverture de la piste d'Awsard aux avions, en juin 2011, la durée du trajet entre Laayoune et Awsard a diminué de 40 %.
Amélioration de la protection de l'environnement dans la Mission par le raccordement de transformateurs au réseau électrique national : 1 au quartier général, 1 au centre de communications et de formation, 1 à la base de soutien logistique et 1 à la base d'opérations d'Awsard, permettant ainsi de ramener définitivement de 36 à 30 le nombre de groupes électrogènes utilisés	Non	Le contrat passé avec la compagnie marocaine d'électricité, l'Office national d'électricité, pour raccorder le transformateur de 400 kVA du quartier général de la MINURSO, a été signé le 4 juin 2012. Ce chantier a été retardé parce que l'Office national d'électricité demandait une avance de 50 % sur le règlement, ce qui a nécessité l'approbation du Contrôleur. Il a finalement débuté en août 2012.
Contingents, police et personnel civil		
Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif autorisé moyen de 27 soldats, 203 observateurs militaires et 6 policiers des Nations Unies	27 200 5	Soldats (effectif moyen) Observateurs militaires (effectif moyen) Policiers des Nations Unies (effectif moyen)
Opérations mensuelles de vérification, de surveillance et d'inspection du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien logistique autonome pour le Groupe médical du Bangladesh dans un hôpital de niveau I	Oui	On a procédé mensuellement à la vérification, au suivi et à l'inspection du matériel appartenant aux contingents et du matériel entrant dans le cadre du soutien logistique autonome des militaires. La Mission a produit des rapports trimestriels sur le matériel appartenant aux contingents et le matériel entrant dans le cadre du soutien logistique autonome (8 rapports en tout).
Entreposage et distribution de 251 tonnes de rations alimentaires, de 2 445 rations de combat et de 500 000 litres d'eau en bouteille pour des observateurs militaires, des militaires, des membres de la Police des Nations Unies, des membres du personnel recruté sur le plan international et des Volontaires des Nations Unies dans 11 sites	Oui	La Mission a fourni 260 170 kg de rations alimentaires, 2 766 rations de combat et 460 458 litres d'eau en bouteille aux observateurs militaires, aux militaires des contingents, aux membres de la Police des Nations Unies, aux fonctionnaires recrutés sur le plan international et aux Volontaires des Nations Unies dans 11 sites.

	<p>Le surcroît de rations alimentaires et de rations de combat s'explique par un effectif plus élevé que prévu pour le personnel civil d'appui de la Section du génie intervenant dans les projets liés aux normes minimales de sécurité opérationnelle dans les bases d'opérations d'Agwanit, d'Oum Dreyga, de Mehaires, de Bir Lahlou et de Mijek.</p>
	<p>La fourniture d'eau en bouteille a été moins importante que prévu en raison de l'utilisation d'un système de traitement de l'eau dans les bases d'opérations de Smara, de Mahbas, de Bir Lahlou et de Tifariti.</p>
<p>Administration d'un effectif moyen de 294 membres du personnel civil, dont 102 recrutés sur le plan international, 172 sur le plan national et 20 Volontaires des Nations Unies</p>	<p>99 Titulaires de postes pourvus sur le plan international (effectif moyen)</p> <p>162 Titulaires de postes pourvus sur le plan national (effectif moyen)</p> <p>18 Volontaires des Nations Unies (effectif moyen)</p> <p>2 Titulaires d'emplois de temporaire d'agent des services généraux recruté sur le plan national (effectif moyen)</p>
<p>Renforcement des capacités nationales par le remplacement de 6 postes faisant l'objet d'un recrutement international par des postes faisant l'objet d'un recrutement sur le plan national</p>	<p>Oui Pour renforcer les capacités nationales, 6 postes faisant l'objet d'un recrutement sur le plan international ont été transformés en postes à pourvoir sur le plan national.</p>
<p>Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline pour l'ensemble du personnel militaire, civil et de police, comprenant des activités de formation, des activités de prévention, un dispositif de contrôle, un mécanisme d'enregistrement des allégations de faute et des recommandations concernant les mesures disciplinaires</p>	<p>Oui Des exposés ont été présentés sur les thèmes suivants :</p> <p>a) Les procédures de gestion des fautes professionnelles, à l'intention de 24 fonctionnaires civils de la Mission;</p> <p>b) Le rôle qui incombe aux gestionnaires, à l'intention de 55 officiers issus des bases d'opérations et du quartier général;</p> <p>c) La déontologie et la discipline, présentées dans le cadre de la conférence militaire, à l'intention de 30 soldats issus des bases d'opérations et du quartier général;</p> <p>d) L'exploitation et les atteintes sexuelles et la politique de tolérance zéro de l'ONU, à l'intention de 96 soldats;</p> <p>e) L'exploitation et les atteintes sexuelles, formation des formateurs à l'intention de 11 soldats.</p>

Formation trimestrielle concernant le carburant et les rations à l'intention du fonctionnaire chargé de la logistique (G-4) au quartier général et des responsables des subsistances dans 9 bases d'opérations

Les textes des règlements militaires sur la déontologie et la discipline ont été distribués dans toutes les bases d'opérations militaires et au quartier général.

Des affiches sur la politique de tolérance zéro concernant l'exploitation et les atteintes sexuelles ont été placées au quartier général et dans les bases d'opérations militaires.

Sur les 15 plaintes relatives à des comportements répréhensibles déposées auprès de la Mission, seules 3 restent en cours.

- 2 Les cours de formation trimestriels sur les carburants ont été tenus à deux reprises dans les secteurs sud et nord, à l'intention de 30 fonctionnaires chargés de la logistique (G-4), couvrant toutes les 9 bases d'opérations.

Les autres cours de formation trimestriels sur les carburants qui étaient prévus n'ont pas eu lieu en raison d'engagements militaires en avril et juin 2012.

- 2 Le Groupe des rations a conduit 2 cours de formation sur les rations à l'intention de 26 responsables des subsistances dans les 9 bases d'opérations des secteurs nord et sud.

Dans les bases d'opérations, les observateurs militaires ont aussi été nommés responsables des subsistances, en plus de leurs fonctions habituelles. D'autres séances de formation et conférences d'observateurs militaires des Nations Unies ont également été organisées; 2 séances de formation sur les rations ont été annulées par le formateur de la Force.

Installations et infrastructures

Entretien et réparation de 9 bases d'opérations militaires et de 4 locaux appartenant à l'ONU, dont le quartier général de la Mission, le bureau de liaison à Tindouf, la base de soutien logistique de la Mission et le Centre de communications et de formation, soit 13 sites au total

- Oui 9 bases d'opérations militaires et 4 installations appartenant à l'ONU, soit 13 sites (9 bases d'opérations, le bureau de liaison à Tindouf et 3 sites à Laayoune) ont été entretenus et réparés.

Travaux d'aménagement pour assurer la conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelle avec l'installation d'un grillage autour des antennes de communication dans 9 bases d'opérations et la pose de fil de fer barbelé sur les murs d'enceinte dans les 5 bases d'opérations à l'est du mur de sable

- Non À la suite de l'enlèvement de 3 membres du personnel recruté sur le plan international d'une organisation non gouvernementale à Tindouf, la Mission a mis l'accent sur des travaux d'amélioration de la sécurité à l'est du mur de sable et a reporté d'autres projets prévus à 5 bases d'opérations situées dans la même zone

	<p>(Agwanit, Mijek, Tifariti, Mehaires et Bir Lahlou) jusqu'à ce que soient achevées les mesures de mise en conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelle.</p> <p>Parmi les améliorations réalisées dans le cadre de la mise en conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelle figure la construction de clôtures en fil de fer barbelé de 3 mètres de haut à 50 mètres des murs d'enceinte existants, intégrant les antennes de communication dans les bases d'opérations concernées.</p> <p>Ces clôtures en fil de fer barbelé ont été achevées en septembre 2012 pour les bases d'opérations d'Agwanit et de Mijek.</p> <p>Les travaux se poursuivront aux trois autres bases d'opérations de Tifariti, Mehaires et Bir Lahlou au cours de l'exercice 2012/13.</p> <p>Dans les 4 bases d'opérations situées à l'ouest du mur de sable, les clôtures ont été achevées.</p> <p>L'installation de barbelés au-dessus des murs d'enceinte a été achevée dans les 5 bases d'opérations situées à l'est du mur de sable.</p>
<p>Installation des modules 1 et 2 des stations de traitement des eaux (phase 3) dans les bases d'opérations de Mijek et d'Agwanit</p>	<p>Non La Mission s'est consacrée en priorité aux améliorations relatives à la mise en conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelle et a retardé l'installation des modules 1 et 2 des stations de traitement des eaux dans les bases d'opérations de Mijek et d'Agwanit.</p>
<p>Exploitation et entretien de 9 stations de traitement des eaux appartenant à l'ONU dans 9 sites (quartier général, Mahbas, Bir Lahlou, Tifariti, Mijek, Mehaires, Smara, Awsard et Agwanit)</p>	<p>5 Stations de traitement des eaux (modules 1 et 2) ont été exploitées et entretenues au quartier général de la Mission et dans 4 bases d'opérations (Smara, Mahbas, Tifariti et Bir Lahlou).</p>
<p>Exploitation et entretien de 72 groupes électrogènes appartenant à l'ONU dans 13 sites</p>	<p>72 Groupes électrogènes ont été exploités et entretenus dans 13 sites.</p>
<p>Entreposage et distribution de 1,1 million de litres de carburant diesel pour les groupes électrogènes et de 12 500 litres de lubrifiants</p>	<p>1 137 100 Litres de carburant diesel ont été consommés par les groupes électrogènes.</p>
	<p>8 987 Litres de lubrifiants ont été utilisés pour l'entretien des groupes électrogènes.</p> <p>La consommation de lubrifiants a été inférieure aux prévisions en raison du retard intervenu dans le remplacement des groupes électrogènes de petite taille (105 kVA, de marque Cummins)</p>

Remplacement de 4 structures à parois souples par 3 nouveaux bâtiments modulaires à parois rigides pour servir d'entrepôts et de bureaux	par des unités plus puissantes (160 kVA, de marque FG Wilson et 500 kVA, de marque Volvo), qui n'ont été réceptionnées qu'en mars 2012.
Remplacement de 5 cuisines à parois souples par de nouvelles cuisines à parois rigides dans 5 bases d'opérations (Mahbas, Oum Dreyga, Awsard, Smara et Bir Lahlou)	<p>Non Le remplacement des structures à parois souples a été réalisé à 85 % mais n'a pas pu être achevé en raison de la nécessité d'assurer d'urgence la mise en conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelle dans les bases d'opérations situées à l'est du mur de sable (Mehaires et Agwanit).</p> <p>1 9 cuisines suffisantes pour 100 personnes ont été reçues de la MINURCAT en septembre 2011, mais elles avaient été endommagées durant le transport. Sur les 9 cuisines, seule 1 était utilisable. Elle a été installée dans la base d'opérations de Smara. Pour les 8 autres cuisines et d'autres biens endommagés, la Mission a fait une déclaration de sinistre auprès de l'assurance, et le dossier est en cours de traitement.</p>
<p>Construction à la base d'opérations d'Oum Dreyga d'un nouvel atelier pour le matériel et l'équipement lourds de transport</p> <p>Construction de soubassements en béton pour les stations de traitement des eaux, les réservoirs à carburant et les groupes électrogènes au quartier général de la Mission et aux bases d'opérations de Mahbas, Bir Lahlou, Awsard et Smara</p>	<p>Oui La construction du nouvel atelier pour le matériel de transport à Oum Dreyga a été achevée.</p> <p>5 Soubassements en béton ont été construits pour les stations de traitement des eaux au quartier général de la Mission et aux bases d'opérations de Mahbas, Bir Lahlou, Tifariti et Smara.</p> <p>3 Soubassements pour les groupes électrogènes et les cuves à carburant ont été achevés à Bir Lahlou, Mahbas et Oum Dreyga.</p> <p>4 Pistes d'atterrissage ont été exploitées et entretenues au cours de l'année.</p> <p>8 Hélicopters ont été entretenus en bon état de fonctionnement au cours de l'exercice.</p>
Entretien de 4 pistes d'atterrissage à Mahbas, Awsard, Oum Dreyga et Agwanit, et de 8 hélicopters pour les aires de pose d'hélicoptère à Awsard, Oum Dreyga, Agwanit, Mijek, Bir Lahlou, Tifariti, Mahbas et Mehaires	<p>5 2 panneaux solaires destinés aux chauffe-eau ont été installés à la base d'opérations de Smara, et les bases de Mahbas, Oum Dreyga et Awsard ont chacune reçu 1 panneau. Les installations prévues dans les autres bases d'opérations (Mijek et Agwanit) n'ont pas pu être menées à bien, les installations de sécurité à l'est du mur de sable ayant été jugées prioritaires.</p>

	4 2 systèmes d'éclairage solaire ont été installés dans les parcs de stockage du carburant à la base de soutien logistique de la Mission, et 2 à la base d'opérations d'Awsard. Au total, 4 systèmes d'éclairage ont été installés. Les 2 systèmes additionnels installés à la base d'Awsard l'ont été après la réouverture de sa piste d'atterrissage aux avions, afin que celle-ci soit conforme aux normes de sécurité aérienne.
Remplacement de 10 groupes électrogènes de 150 kVA obsolètes dans 6 bases d'opérations	11 Groupes électrogènes ont été remplacés dans les 5 sites suivants : Tifariti (3 groupes électrogènes), Smara (3 groupes électrogènes), Mahbas (2 groupes électrogènes), Bir Lahlou (2 groupes électrogènes) et le quartier général de la Mission (1 groupe électrogène).
Forage de 2 puits dans les abords des bases d'opérations de Bir Lahlou et Mijek pour assurer un approvisionnement durable en eau et réduire la nécessité de transporter de l'eau dans un rayon de 300 km, améliorant ainsi les conditions d'hygiène et réduisant la consommation de carburant	Oui Le forage de 2 puits a été achevé à Bir Lahlou et à Mijek.
Transports terrestres	
Exploitation et entretien de 347 véhicules appartenant à l'ONU, y compris du matériel d'appui (27 éléments) (appui terrestre, engins de manutention, matériel du génie), 9 remorques, 28 attelages de remorques et 30 autres véhicules, assurés par 6 ateliers dans 5 sites (2 à Laayoune et 1 à Awsard, Smara, Oum Dreyga et Tindouf)	Oui 345 véhicules appartenant à l'ONU, y compris du matériel d'appui (27 éléments), 9 remorques, 28 attelages de remorques et 28 autres véhicules, ont été exploités, et entretenus par 6 ateliers dans 5 sites.
Distribution de 620 000 litres de carburant diesel et de 9 635 litres de lubrifiants	630 000 Litres de carburant diesel ont été consommés.
	5 266 Litres de lubrifiants ont été consommés. La consommation de carburants au titre des transports terrestres a été supérieure aux prévisions en raison de l'exécution au cours de l'exercice de plusieurs projets du génie qui n'étaient pas prévus au budget, notamment ceux relatifs à la mise en conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelle, qui ont démarré en février 2012 à Mehaires, Agwanit et Mijek. Pour cela, plusieurs pièces de matériel lourd ont dû être acheminées aux bases d'opérations et exploitées sur place, en plus du transport de matériaux de construction et de conteneurs maritimes à Awsard et de matériel de cuisine à Awsard et Smara.

<p>Exploitation 7 jours par semaine d'une navette pour les déplacements quotidiens de 70 à 80 membres du personnel des Nations Unies, de leur logement à leur lieu de travail à Laayoune, ainsi que d'une navette pour le personnel ayant à utiliser l'aéroport de Laayoune (120 personnes par semaine, au départ et à l'arrivée) et services de chauffeur quotidiens pour les personnalités de la Mission</p>	<p>Le surcroît de consommation s'explique aussi par le transport et le remplacement de 11 groupes électrogènes dans 4 bases d'opérations.</p> <p>La consommation de lubrifiants a été inférieure aux prévisions, car les échéances pour l'entretien du matériel lourd ont été espacées, tout en respectant les recommandations des fabricants.</p> <p>Oui Exploitation 7 jours par semaine d'une navette pour les déplacements quotidiens de 70 membres du personnel des Nations Unies de leur logement à leur lieu de travail à Laayoune, ainsi que d'une navette pour le personnel ayant à utiliser l'aéroport de Laayoune (120 personnes par semaine, au départ et à l'arrivée) et services de chauffeur quotidiens pour les personnalités de la Mission</p>
<p>Transports aériens</p>	
<p>Exploitation et entretien de 3 avions et de 3 hélicoptères</p>	<p>Oui 3 avions ont été exploités et entretenus.</p> <p>2 hélicoptères ont été exploités et entretenus.</p> <p>1 hélicoptère a été retiré du service en mai 2011.</p> <p>En outre, 3 263 heures de vol ont été enregistrées, 15 101 passagers ont été transportés, 541 patrouilles d'observation aérienne en hélicoptère ont été assurées, 236 heures de vol ont été effectuées en appui au projet du HCR sur les mesures de renforcement de la confiance et, toujours en appui à ce projet, 1 681 bénéficiaires ont été déplacés sur la base du remboursement des frais.</p>
<p>Distribution de 3,8 millions de litres de carburant d'aviation</p>	<p>2 855 061 Litres de carburant d'aviation ont été consommés.</p> <p>La consommation de carburant a été plus faible que prévu parce qu'un hélicoptère a été retiré du service en mai 2011.</p>
<p>Communications</p>	
<p>Services d'appui et d'entretien pour un réseau par satellite comprenant 1 station centrale du réseau terrien, 11 microterminaux VSAT, 1 microterminal VSAT sur remorque, 4 standards téléphoniques, 5 liaisons hertziennes, 2 dispositifs de vidéoconférence et 10 systèmes de radio numérique à bande étroite</p>	<p>Oui Des services d'appui et d'entretien ont été assurés pour un réseau par satellite comprenant 1 station centrale du réseau terrien, 11 microterminaux VSAT, 1 microterminal VSAT sur remorque, 4 standards téléphoniques, 5 liaisons hertziennes, 2 dispositifs de vidéoconférence</p>

permettant d'assurer des services de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et de transmission de données

Services d'appui et d'entretien pour 352 stations fixes et radios mobiles, 476 radios portatives et 30 répéteurs à très haute fréquence, et 262 stations fixes et radios mobiles à haute fréquence

Informatique

Services d'appui et d'entretien pour 30 serveurs, 510 ordinateurs de bureau, 94 ordinateurs portables, 214 imprimantes et 45 expéditeurs numériques dans 11 sites

Services d'appui et d'entretien pour 12 réseaux locaux et réseaux longue portée pour 475 usagers dans 15 sites

Services d'appui et d'entretien pour 6 systèmes de gestion de cartes d'identité

Services d'appui et d'entretien pour 475 comptes de messagerie électronique

Santé

Exploitation et entretien de 1 hôpital de niveau I doté de 1 module d'évacuation sanitaire aérienne, de 1 service de soins dentaires, de 1 laboratoire et de 1 unité de radiographie, capable de se subdiviser en 2 équipes médicales avancées pour les urgences et les soins de premiers secours dans 3 sites, pour tout le personnel de la Mission et des autres organismes des Nations Unies et pour la population civile locale en cas d'urgence

et 10 systèmes de radio numérique à bande étroite.

Oui Des services d'appui et d'entretien ont été assurés pour 352 stations fixes et radios mobiles, 476 radios portatives et 30 répéteurs à très haute fréquence, et 262 stations fixes et radios mobiles à haute fréquence.

Oui Des services d'appui et d'entretien ont été assurés pour 16 serveurs, 510 ordinateurs de bureau, 94 ordinateurs portables, 214 imprimantes et 45 expéditeurs numériques dans 11 sites. Le nombre de serveurs est inférieur aux prévisions du fait d'un projet de virtualisation de serveurs, qui a permis d'en réduire le nombre.

Oui Des services d'appui et d'entretien ont été assurés pour 12 réseaux locaux et réseaux longue portée servant 475 usagers dans 15 sites.

Oui Des services d'appui et d'entretien ont été assurés pour 6 systèmes de gestion de cartes d'identité.

Oui Des services d'appui et d'entretien ont été assurés pour 475 comptes de messagerie électronique.

Oui Des stations de premiers secours et de soins d'urgence ont été déployées par l'entremise de 2 équipes médicales avancées basées à Smara dans le secteur nord et à Awsard dans le secteur sud, qui effectuaient une rotation toutes les 2 semaines

1 L'hôpital de niveau I établi à Laayoune a été exploité et entretenu. Les chiffres clefs relatifs aux soins médicaux sont les suivants :

2 484 Visites ou consultations à l'hôpital de niveau I, ne débouchant pas nécessairement sur un examen ou une analyse;

477 Examens médicaux effectués à l'hôpital;

195 Examens médicaux effectués par les équipes médicales avancées;

	2 135	Analyses de laboratoire;
	397	Traitements dentaires;
	4	Évacuations pour blessure;
	18	Évacuations pour autres raisons médicales;
	112	Patients adressés à des hôpitaux de niveaux II et III à l'issue de l'examen initial.
Entretien d'un dispositif d'évacuation par voies aérienne et terrestre à l'échelle de la Mission dans tous les sites où elle est implantée	Oui	Accords conclus avec 2 hôpitaux de niveau III à Casablanca (Maroc) et à Las Palmas (Espagne)
	4	Évacuations pour blessure
	18	Évacuations pour autre raison médicale
Exploitation et entretien d'installations pour les services de consultation et de dépistage volontaire et confidentiel du VIH destinés à l'ensemble du personnel de la Mission	231	Consultations et dépistages volontaires et confidentiels du VIH/sida ont été assurés par le Groupe médical. En outre, des kits de prophylaxie après exposition et des préservatifs ont été mis à la disposition du personnel dans le cadre des efforts de lutte contre le VIH que mène la Mission. L'hôpital de niveau I assure un dépistage de premier niveau, mais pour pouvoir fournir des examens et des conseils plus approfondis, il est nécessaire de constituer une installation complète. En moyenne, 3 membres du personnel étaient formés aux services de consultation et de dépistage, en plus des médecins de l'hôpital de niveau I.
Programme de sensibilisation au VIH, notamment grâce à la communication d'informations entre collègues, pour tout le personnel de la Mission	Oui	Tous les nouveaux membres du personnel de la Mission ont suivi le programme de sensibilisation au VIH. Des lettres d'information et d'autres éléments destinés à sensibiliser le personnel ont aussi été diffusés par Lotus Notes et sur les tableaux d'affichage. À l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida, des brochures, des affiches et d'autres supports d'information ont été distribués.
Information et sensibilisation concernant la grippe porcine et la grippe pandémique à l'intention de tous les fonctionnaires recrutés sur le plan international et national, des Volontaires des Nations Unies, des observateurs militaires, des membres des contingents et des agents de la Police des Nations Unies arrivant dans la Mission	48	Une formation a été assurée à tous les nouveaux membres du personnel dès leur arrivée. Des lettres d'information et d'autres éléments destinés à sensibiliser le personnel ont aussi été diffusés par Lotus Notes et sur les tableaux d'affichage.

Promotion de la santé par une formation médicale continue assurée dans le cadre de divers cours de formation et exposés sur la santé

Un exposé sur la prévention de la grippe pandémique, comprenant une description des symptômes et les procédures à suivre pour les signaler au Groupe médical, a aussi été présenté.

48 Des exposés ont été présentés sur le VIH/sida, sur le matériel électro-médical, sur les premiers soins et sur la gestion d'un patient en cas de perte de connaissance, de pneumonie, de brûlures, de douleurs thoraciques, de défaillance rénale aiguë, de paludisme cérébral, de diarrhée aqueuse ou de méningite.

Des exposés de sensibilisation au VIH/sida et à la prévention et au traitement des morsures de serpent et piqûres de scorpion ont été présentés.

Services de laboratoire avancés externalisés auprès d'un laboratoire local dans la zone de la Mission

170 Les services de laboratoire avancés de niveaux II, III et IV, non couverts par l'hôpital de niveau I, ont donné satisfaction.

La qualité de l'eau a été testée pour toutes les stations de traitement de l'eau dans les bases d'opérations (Mahbas, Smara, Bir Lahlou, Tifariti et Laayoune).

Sécurité

Fourniture de services de sécurité 24 heures par jour, 7 jours par semaine, pour toutes les bases d'opérations, tous les locaux et toutes les installations de la Mission

Oui Toutes les bases d'opérations, tous les locaux et toutes les installations de la Mission ont bénéficié de services de sécurité 24 heures par jour, 7 jours par semaine.

Évaluation de la sécurité à l'échelle de la Mission, notamment enquêtes sur 100 logements

Oui 7 évaluations des risques de sécurité ont été menées dans tous les sites de la Mission par la Section de la sécurité et de la sûreté, ce qui a permis d'assurer une meilleure conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelle et aux normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile.

Au cours de l'exercice, 7 membres du personnel ont nouvellement rejoint la Mission ou ont changé de domicile et ont demandé une évaluation des risques de sécurité.

417 séances d'information sur la sécurité et les plans d'urgence pour tout le personnel de la Mission, comprenant des informations quotidiennes sur la sécurité, des réunions mensuelles de l'Équipe de coordination du dispositif de sécurité, des conseils en matière de sécurité, des réunions mensuelles du groupe de la coordination, des réunions de coordination mensuelles avec les autorités locales, et un plan d'urgence

Programme d'orientation en matière de sécurité et formation de base à la lutte contre l'incendie et exercices d'incendie pour tout le personnel arrivant dans la Mission

Oui 421 réunions d'information sur la sécurité et les plans d'urgence ont été organisées à l'intention de l'ensemble du personnel de la Mission.

Oui Des séances de formation initiale ont été assurées pour tout les nouveaux membres du personnel de la mission, et des évaluations et séances d'information sur les normes minimales de sécurité opérationnelle, y compris applicables au domicile, ont été assurées pour tout le personnel des sites de Laayoune et Tindouf.

12 séances de formation ont été tenues pour 277 participants.

12 exposés sur la sécurité ont été assurés, pour 460 participants.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis. L'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2011.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Variation	
			Montant 3 = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	5 743,7	5 899,6	(155,9)	(2,7)
Contingents	757,9	714,3	43,6	5,8
Police des Nations Unies	165,5	89,2	76,3	46,1
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	6 667,1	6 703,1	(36,0)	(0,5)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	17 649,6	18 872,1	(1 222,5)	(6,9)
Personnel recruté sur le plan national	4 052,9	4 862,3	(809,4)	(20,0)
Volontaires des Nations Unies	809,5	755,0	54,5	6,7
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	47,0	63,4	(16,4)	(34,9)
Total partiel	22 559,0	24 552,8	(1 993,8)	(8,8)
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	39,4	44,9	(5,5)	(14,0)
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	15,0	13,5	1,5	10,0
Voyages	704,5	753,7	(49,2)	(7,0)
Installations et infrastructures	4 467,8	4 608,9	(141,1)	(3,2)
Transports terrestres	3 609,3	1 265,0	2 344,3	65,0
Transports aériens	17 046,7	14 678,0	2 368,7	13,9
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Communications	1 411,5	1 886,6	(475,1)	(33,7)
Informatique	1 096,4	1 103,4	(7,0)	(0,6)
Santé	157,8	168,2	(10,4)	(6,6)
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	3 624,9	4 171,4	(546,5)	(15,1)
Projets à effet rapide	50,0	50,0	–	–
Total partiel	32 223,3	28 743,6	3 479,7	10,8
Total brut	61 449,4	59 999,5	1 449,9	2,4

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Variation	
			Montant 3 = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Recettes provenant des contributions du personnel	2 761,3	2 594,2	167,1	6,1
Total net	58 688,1	57 405,3	1 282,8	2,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	1 769,9	2 071,7	(301,8)	(17,1)
Total	63 219,3	62 071,2	1 148,1	1,8

^a Dont 1 718 345 dollars provenant du Gouvernement marocain et 353 335 dollars provenant du Gouvernement algérien.

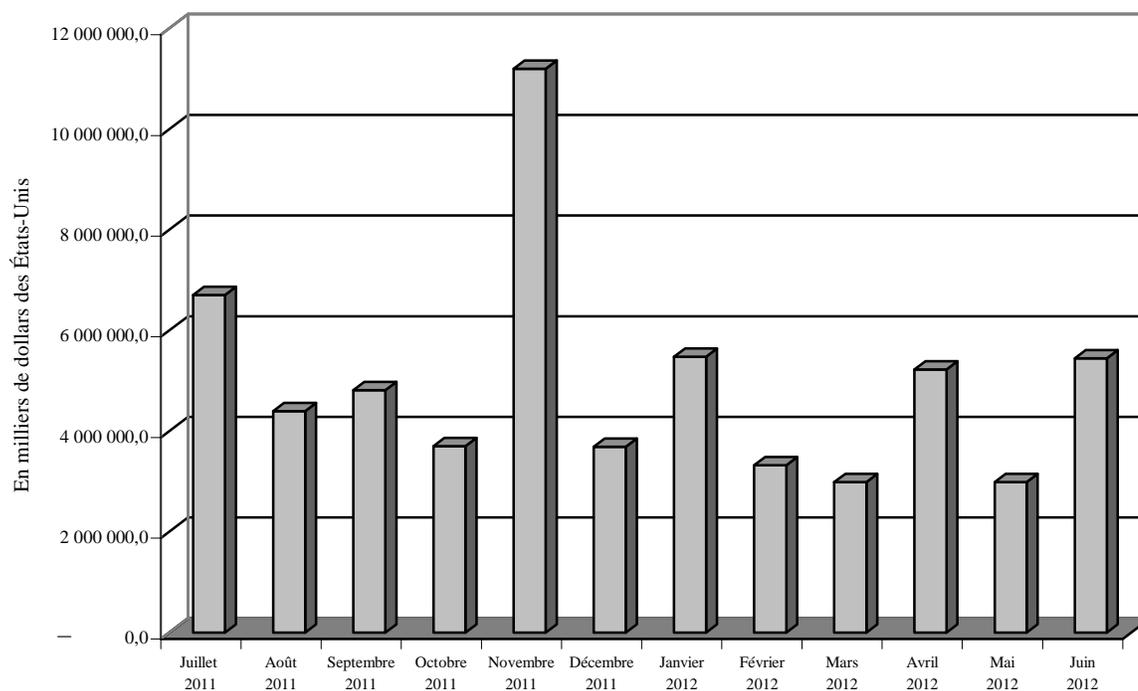
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Répartition initiale du montant approuvé	Montants réaffectés	Répartition révisée
I. Militaires et personnel de police	6 667,1	202,1	6 869,2
II. Personnel civil	22 559,0	2 875,4	25 434,4
III. Dépenses opérationnelles	32 223,3	(3 077,5)	29 145,8
Total	61 449,4	-	61 449,4
Pourcentage de réaffectations			5,0

24. Au cours de l'exercice considéré, des fonds ont été réaffectés essentiellement pour faire face à des dépenses supplémentaires au titre du personnel civil découlant de l'harmonisation des conditions d'emploi du personnel recruté sur le plan international consécutive au classement de la MINURSO parmi les lieux d'affectation famille autorisée, et de l'augmentation des traitements du personnel recruté sur le plan national, entrée en vigueur en mai 2011, après la mise au point finale du budget, et du reclassement non prévu de postes. En outre, le taux moyen de vacance des postes d'agent des services généraux s'est situé à 4,2 % – contre 5 % prévus dans le budget 2011/12. La redéfinition des priorités au titre des dépenses d'exploitation s'explique principalement par l'expiration d'un contrat relatif à un hélicoptère en mai 2011, l'annulation du projet d'acquisition de 27 véhicules légers devant permettre d'atteindre les coefficients standard et l'annulation de l'achat de 7 véhicules lourds, lesquels ont été reçus de la MINURCAT.

C. Évolution des dépenses mensuelles



25. Le pic de dépenses observé en juillet et novembre 2011 est principalement imputable à l'engagement des crédits nécessaires pour couvrir des dépenses ou faire des paiements prévus au titre de services de location et d'exploitation d'aéronefs.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	55,7
Recettes diverses ou accessoires	113,5
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	382,8
Total	552,0

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Observateurs militaires	–
Contingents	92,0
Unités de police constituées	–
Total partiel	92,0
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	1,7
Communications	–
Santé	67,7
Matériel spécial	–
Total partiel	69,4
Total	161,4

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	0,0	1 ^{er} novembre 2010	16 avril 2007
Usage opérationnel intensif	0,8	1 ^{er} novembre 2010	16 avril 2007
Actes d'hostilité ou abandon forcé	0,8	1 ^{er} novembre 2010	16 avril 2007
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport (Malaisie)	4,25	1 ^{er} mai 2006	
Différentiel de transport (Bangladesh)	4,00	1 ^{er} novembre 2010	

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut de la Mission ^a	1 369,5
Contributions volontaires en nature	–
Total	1 369,5

^a Logements fournis par les Gouvernements algérien (110 798 dollars) et marocain (1 258 759 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(155,9)	(2,7 %)

26. Le dépassement s'explique principalement par le montant supérieur aux prévisions des frais de voyage engagés pour le déploiement, la relève et le rapatriement de 200 observateurs militaires, le budget 2011/12 n'ayant pris en compte que 173. Ce dépassement est en partie compensé par l'absence de demandes d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité.

	<i>Écart</i>	
Contingents	43,6	5,8 %

27. Le montant des dépenses inférieur aux prévisions est principalement dû au fait que du matériel appartenant aux contingents n'a pas été déployé (3 modules d'évacuation sanitaire aérienne) et qu'il n'y a pas eu de demandes d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	76,3	46,1 %

28. Le montant des dépenses inférieur aux prévisions est principalement dû au fait que le facteur de déploiement différé moyen a en fait été de 16,7 %, contre un taux nul prévu dans le budget, et que les indemnités mensuelles de subsistance n'ont pas été versées au personnel de police, qui touchait l'indemnité journalière de subsistance du HCR lorsqu'il participait au programme d'échange de visites familiales dans le cadre des mesures de confiance. Cet écart s'explique également par le fait qu'il n'y a pas eu de demandes d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(1 222,5)	(6,9 %)

29. Le dépassement s'explique principalement par le fait que les dépenses communes de personnel – dépenses au titre des congés dans les foyers, des indemnités pour frais d'études et des voyages de visites familiales – ont été plus importantes que prévu en raison de l'harmonisation des conditions d'emploi et du classement de la MINURSO parmi les lieux d'affectation famille autorisée, qui a pris effet en juillet 2011, conformément à la résolution 65/248 de l'Assemblée générale. Ce dépassement est en partie compensé par la sous-utilisation des crédits prévus au titre des contributions du personnel, à la suite de la décision, prise par la Commission de la fonction publique internationale et approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/235, de réduire de 15 % les taux de contribution du personnel à compter du 1^{er} janvier 2012.

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
	(809,4)	(20,0 %)
Personnel recruté sur le plan national		

30. Le dépassement s'explique principalement par l'augmentation des traitements du personnel recruté sur le plan national, promulguée en mai 2011 et entrée en vigueur en octobre 2010 pour le Maroc et en septembre 2010 pour l'Algérie, et par le fait que le traitement moyen réel des agents des services généraux recrutés sur le plan national a été du niveau de l'échelon 5 de la classe 4, alors que celui qui avait été appliqué dans le budget était du niveau de l'échelon 1 de la classe 4. L'augmentation de traitement a été promulguée après la mise au point définitive du budget 2011/12. Les résultats de l'exercice de reclassement des postes de la MINURSO, achevé en avril 2010, ont été approuvés en juillet 2010 et rétroactivement mis en œuvre au 1^{er} avril 2010. Les conséquences de ce reclassement sur les traitements du personnel recruté sur le plan national ont été partiellement prises en compte dans le budget 2011/12, mais l'ampleur n'en a été entièrement connue que plus tard, une fois que les conditions d'ancienneté du personnel affecté aux postes élevés d'une classe ont été prises en considération, que les procédures de recrutement aux postes élevés de deux classes ont été mises en œuvre et que l'examen final de l'exercice a été achevé. En outre, le taux de vacance moyen réel des postes d'agent des services généraux s'est situé à 4,2 % – contre 5 % prévus dans le budget.

	<i>Écart</i>	
	54,5	6,7 %
Volontaires des Nations Unies		

31. Le montant des dépenses inférieur aux prévisions est dû au fait que le taux de vacance réel – de 10 % – a été plus élevé que le taux de 2 % prévu dans le budget.

	<i>Écart</i>	
	(16,4)	(34,9 %)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)		

32. Le dépassement s'explique principalement par l'augmentation des traitements du personnel recruté sur le plan national et le reclassement des postes du personnel recruté sur le plan national.

	<i>Écart</i>	
	(5,5)	(14,0 %)
Personnel fourni par des gouvernements		

33. Le dépassement s'explique par le financement imprévu de voyages organisés pour le déploiement et le rapatriement d'un fonctionnaire de l'Union africaine, le budget 2011/12 étant établi d'après le modèle des exercices précédents.

	<i>Écart</i>	
Consultants	1,5	10,0 %

34. L'existence d'un solde inutilisé est due au fait que les dépenses engagées au titre des services de consultants requis pour la formation sur les marchandises dangereuses ont été plus faibles que prévu.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(49,2)	(7,0 %)

35. Le dépassement s'explique par le fait que le personnel chargé de l'appui à la mission a dû séjourner plus de temps que prévu dans les bases d'opérations pour y renforcer les conditions de sécurité. En outre, le commandant de la force a dû se déplacer, dès son entrée en fonctions, au sein de la zone de mission pour y rencontrer plusieurs parties. Ce dépassement a été partiellement compensé par le fait que la Mission s'est continuellement employée à améliorer la gestion de la formation, en privilégiant la formation menée en interne tout en réduisant le recours à la formation externe nécessitant des déplacements, en particulier pour la composante appui.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(141,1)	(3,2 %)

36. Le dépassement s'explique principalement par la mise à niveau de cinq bases d'opérations à l'est du mur de sable, dans un souci de conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelles, qui a nécessité l'achat de matériel de défense des périmètres, ainsi que par l'acquisition de deux stations d'épuration plus coûteuses que prévu et d'une station d'épuration supplémentaire, qui n'avait pas été inscrite au budget. Ce dépassement a été partiellement compensé par l'ajournement, pour des raisons de sécurité, de plusieurs projets de réaménagement et de rénovation à l'est du mur de sable, ainsi que par le retard pris dans le déploiement d'ouvriers chargés de l'entretien dans les bases d'opérations de l'est du mur de sable et le remplacement de groupes électrogènes, qui a permis de réduire les services d'entretien requis à ce titre. En outre, les dépenses engagées au titre de l'achat de pièces de rechange pour les groupes électrogènes nouvellement acquis ont été inférieures aux prévisions, tout comme les dépenses relatives aux services collectifs de distribution, car la Mission n'a pas été raccordée au réseau électrique, contrairement aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	2 344,3	65,0 %

37. Le montant des dépenses inférieur aux prévisions est principalement dû au fait que l'acquisition de 27 véhicules légers a été annulée pour entamer la réduction du parc de la Mission afin de respecter les coefficients standard, tout comme l'achat de 7 véhicules lourds, lesquels ont été reçus de la MINURCAT. Ce solde inutilisé a été en partie contrebalancé par des dépenses de combustible plus élevées que prévu, car il a fallu exécuter des travaux de génie qui n'avaient pas été prévus, dans un souci

de conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelles, et transporter du matériel et de l'équipement, dans un contexte d'augmentation des prix du combustible.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	2 368,7	13,9 %

38. L'existence d'un solde inutilisé est principalement due à l'expiration, en mai 2011, d'un contrat relatif à un hélicoptère, et partiellement contrebalancée par le fait que les dépenses engagées au titre des contrats de location et d'exploitation d'avions se sont révélées plus élevées que prévu dans le budget 2011/12.

	<i>Écart</i>	
Communications	(475,1)	(33,7 %)

39. Le dépassement s'explique principalement par l'acquisition de matériel de communication destiné à améliorer les services de téléphonie et de transmission de données dans les bases d'opérations, qui était prévue pour 2010/11 mais avait été ajournée en raison de problèmes de financement et d'un recadrage des priorités. Ce dépassement a été partiellement compensé par des dépenses moins élevées que prévu au titre des communications commerciales, du fait que le coût des répéteurs a été inférieur aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
Santé	(10,4)	(6,6 %)

40. Le dépassement s'explique principalement par le nombre supérieur aux prévisions d'évacuations sanitaires aériennes (22 contre 14) qui ont dû être prises en charge dans des installations médicales de niveau II et III situées en dehors du lieu d'affectation.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(546,5)	(15,1 %)

41. Le dépassement s'explique principalement par les frais d'acheminement de matériel, y compris de matériel d'hébergement, d'installations préfabriquées et de véhicules de la MINURCAT.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

42. En ce qui concerne le financement de la MINURSO, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, soit 1 449 900 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2012, soit 552 000 dollars, provenant des intérêts créditeurs (55 700 dollars), des recettes diverses ou accessoires (113 500 dollars) et des ajustements sur exercices antérieurs (382 800 dollars).
